

*Les Subsidies*

les moyens où on va être capable d'établir un mécanisme légitime de partage au niveau des marchés et des relations économiques avec eux qui seront favorables aux deux pays. Nous sommes deux pays développés, le Canada et les États-Unis, nous avons su dans le passé établir des relations positives mais, jusqu'à notre élection, elles avaient eu tendance à se détériorer. Tout le monde était prêt à l'admettre. Je pense que même les députés de l'Opposition étaient prêts à l'admettre. Nous avons repris cette situation et nous sommes en train de remettre le train sur les rails. Ils devraient nous aider et nous encourager, parce que l'intérêt n'est pas l'intérêt du parti au pouvoir ou du gouvernement, c'est l'intérêt des agriculteurs canadiens. Et si les députés de l'opposition se levaient pour défendre l'intérêt des agriculteurs canadiens, cela serait peut-être un petit peu différent et par les discours qui seraient prononcés en cette Chambre, on sentirait davantage que nous ne sommes pas là pour «picocher», mais pour défendre l'intérêt des agriculteurs canadiens.

Je pense qu'il y a des dispositions dans la politique agricole commune de ce qu'on appelle le *U.S. Farm Bill* qui ont provoqué, il faut l'admettre, une certaine escalade de subventions. Chaque pays s'inquiète de mesures qui sont adoptées par ses partenaires. On voit les craintes qui sont soulevées tant par les États-Unis que par les pays de la Communauté Économique Européenne. Notre ministre de l'Agriculture, cette semaine, a poursuivi des négociations et des discussions avec nos partenaires européens de la Communauté Économique Européenne, particulièrement là-dessus. C'est bien évident que c'est très préoccupant.

En ce qui nous concerne, le Canada aussi partage cette inquiétude qui se retrouve un peu partout à travers le monde. Le Canada dépend, lui, des exportations davantage encore que les États-Unis et la Communauté Économique Européenne.

Peut-être que la Communauté Économique Européenne, lorsque ces pays ont mis en place leur programme agricole, n'avait pas comme principal objectif d'avoir des surplus épouvantables dans le secteur agricole. Ce n'était pas l'objectif qu'ils visaient. Mais ils se retrouvent avec une conséquence qui a des effets très néfastes au Canada, aux États-Unis et même en Europe. Alors, monsieur le Président, il faut trouver une solution.

La moitié de nos recettes agricoles découlent des ventes à l'exportation. Alors, nous aussi nous sommes inquiets et nous croyons qu'il faut faire quelque chose.

Les dangers que comporte cette guerre financière, monsieur le Président, sont manifestes. Les gouvernements dépensent de fortes sommes, les prix du marché international subissent des pressions à la baisse, et le revenu des agriculteurs canadiens se trouve amoindri. On est tous conscients de cela, monsieur le Président. Cette guerre commerciale n'est pas le seul facteur en cause. Le marché international est en pleine évolution. Nous devons nous adapter aux changements et nous conformer à la situation financière internationale. Les fluctuations globales de l'offre et de la demande exercent une plus grande influence sur l'agriculture canadienne que tout autre facteur.

Monsieur le Président, nous devons assurer nos marchés, et je pense que cela, nous l'avons entrepris. Un élément qui apparaît drôlement important à ce stade-ci: Est-ce que les pays à travers

le monde... À ce moment-ci, il faut poser la question davantage comme attitude mondiale.

J'ai eu moi-même à poser cette question, monsieur le Président, lors de l'assemblée de l'Organisation mondiale de la santé, parce que tous les autres secteurs de l'environnement, de la santé, de l'éducation sont interreliés à l'agriculture et, cette année, cette organisation avait décidé d'avoir comme principal thème les relations intersectorielles entre les différents secteurs et l'agriculture.

Et nous avons une question à nous poser. Je l'ai déjà posée en cette Chambre, monsieur le Président. Quand le tiers de l'humanité, peut-être un peu moins, se retrouve avec des surplus énormes, des surplus agricoles, qu'il y a encore les deux tiers de l'humanité qui ont des besoins que nous ne pouvons bien satisfaire avec le système international que nous avons, c'est inquiétant.

Cette question je l'ai posée. Elle se retrouve d'ailleurs sur le rapport de l'atelier particulier de l'agriculture de l'Organisation mondiale de la santé, parce qu'il faut absolument que chaque pays n'oublie jamais que la défense de ses intérêts particuliers... on ne doit jamais oublier qu'il faut tenir compte des autres pays à travers le monde. Nous sommes dans une situation—je comprends et je termine là-dessus, monsieur le Président—où nous devons tenir compte des marchés des autres pays. Notre gouvernement est très sensible. Je pense que notre premier ministre est allé à Tokyo pour le dire aux représentants des autres pays. Ils l'ont compris. Nous l'avons vu dans les rapports qui ont été mentionnés... dans le rapport du Sommet économique de Tokyo.

C'est déjà un premier pas et c'est le Canada qui l'a posé ce pas, ce premier jalon, monsieur le Président, et soyez assuré que notre gouvernement va continuer dans cette voie dans les semaines et dans les mois qui viennent.

• (1710)

[Traduction]

**M. Foster:** Monsieur le Président, il était agréable d'entendre le secrétaire parlementaire intervenir avec son exubérance habituelle cet après-midi. J'ai noté que durant la dernière campagne électorale, les conservateurs avaient laissé entendre qu'ils encourageraient la recherche et le développement en matière agricole en fournissant une aide accrue à l'agriculture, davantage de fonds à la recherche, et ainsi de suite. Or le budget de cette année à ce chapitre a diminué d'environ 40 millions de dollars par rapport aux années précédentes.

J'ai eu l'occasion de visiter les installations de recherche sur le poulet à rôtir à Kentville, en Nouvelle-Écosse. Or un incendie a détruit ces installations de recherche très importantes en juin dernier. Je me demande si le secrétaire parlementaire, qui parle au nom du ministre et du gouvernement, peut promettre cet après-midi que l'on accordera des fonds pour reconstruire ces installations qui sont absolument essentielles non seulement pour l'industrie de la volaille en Nouvelle-Écosse mais pour toutes les Maritimes.

Je le demande parce que le gouvernement a accepté d'apporter une contribution d'au moins 10 millions de dollars à un projet de recherche financé par de riches investisseurs de Wall Street, aux États-Unis, et appelé Dreamstreet. Certains disent que sa contribution atteindrait 50 millions, mais il s'agit d'au